

Famille et fécondité : pour une démographie compréhensive

Yves Charbit

Volume 31, numéro 1, printemps 1999

La sociologie et les sciences sociales : une affaire de discipline(s)?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001131ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001131ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Charbit, Y. (1999). Famille et fécondité : pour une démographie compréhensive. *Sociologie et sociétés*, 31(1), 23–34. <https://doi.org/10.7202/001131ar>

Résumé de l'article

En raison de son caractère eurocentriste, le principal paradigme des démographes, la théorie de la transition et son avatar, la modernisation socioculturelle, conduit à des interprétations erronées des comportements en matière de fécondité et de famille. Mais même si l'on se situe dans ce paradigme, il faut abandonner la vision quasi évolutionniste du développement qui en découle au profit de l'analyse des conflits et des tensions. Visant une compréhension plus profonde de la démographie des pays en développement, l'auteur propose de construire une "démographie compréhensive", de nature interdisciplinaire, caractérisée par la diversification des outils de collecte des données et des niveaux d'analyse.

Famille et fécondité : pour une démographie compréhensive



YVES CHARBIT

En sciences sociales, un authentique travail interdisciplinaire doit, à notre sens, éviter deux écueils. Il ne saurait d'abord se borner à une simple juxtaposition des diverses disciplines appelées à la rescousse par le chercheur soucieux de proposer une explication globalisante de son objet : démographie, économie, géographie, histoire, sociologie, anthropologie, psychologie, pour ne citer que les disciplines les plus fréquemment en interaction. Ensuite, l'interdisciplinarité ne doit pas servir d'alibi à un travail médiocre au regard des critères de la discipline centrale à laquelle appartient le chercheur. Que dire d'un démographe qui oublierait de prendre en compte la dimension longitudinale ou, plus exactement, rétrospective de ses données et se contenterait de les analyser de manière transversale, comme le font la plupart des sociologues quantitativistes ? Il faut donc que le dialogue s'établisse autour d'une discipline centrale, sans pour autant qu'il y ait *dilution* de celle-ci.

En pratique, le démographe qui adopte une démarche interdisciplinaire se trouve dans une position inconfortable, car la démographie a eu tendance à se refermer sur elle-même, en raison d'une technicité de plus en plus poussée de ses méthodes. Il doit à la fois produire un travail comportant un noyau dur incontestable aux yeux des spécialistes de sa discipline et convaincre ses collègues des autres champs disciplinaires qu'il s'est aventuré à bon escient sur leur territoire. En même temps, le démographe ne peut prétendre construire un objet sociologique ou anthropologique qui satisfasse aux exigences de ces disciplines, mais il tentera une réelle ouverture sur celles-ci. Comment la réaliser ? Nous plaiderons ici pour une *démographie compréhensive*, c'est-à-dire une démographie qui prenne en considération de la manière la plus globale possible les sociétés dont le démographe étudie la fécondité et la famille¹.

DE LA DÉMOGRAPHIE À L'INTERDISCIPLINARITÉ

SÉNÉGAL : FÉCONDITÉ DE LA FEMME OU FÉCONDITÉ DU GROUPE ?

Prenons le problème classique de la mesure de la fécondité désirée par la femme. En général, les enquêtes démographiques contiennent une question concernant le nombre idéal d'enfants, nombre

1. Cet article fait, dans une perspective interdisciplinaire, une synthèse de travaux réalisés par différents chercheurs du Centre d'études et de recherches sur les populations africaines et asiatiques (CERPAA, Université René Descartes-Paris V). Il s'appuie en partie sur diverses publications antérieures.

que l'on compare au nombre total de grossesses que la femme a eues. Si ce dernier est plus élevé que le nombre idéal déclaré, on en déduit que cette femme doit être comptabilisée parmi celles chez qui existe une *demande potentielle de contraception*. Dans un des villages sénégalais étudiés en 1990 selon une méthodologie pluridisciplinaire (Charbit, Mané et Ndiaye, 1994), une femme, au cours de la passation du questionnaire démographique individuel, déclara avoir eu 19 grossesses et désirer huit enfants. Sa demande potentielle de contraception est donc apparemment très forte. Or un entretien qualitatif ultérieur de nature sociologique, centré sur les rôles et les statuts des hommes et des femmes, mit en lumière une tout autre réalité : cette femme affirma ne regretter nullement ses 19 grossesses. Cette apparente contradiction s'explique par l'existence d'une coépouse stérile et une sœur qui avait un seul enfant. Elle pouvait donc donner des enfants à la co-épouse, lui évitant ainsi la malédiction de la stérilité, et à sa sœur, pour compenser son malheur advenant le décès de son unique enfant. On le voit, l'entretien qualitatif apporte des informations qui changent complètement la perspective : cette femme ne se situe nullement dans une logique individualiste de réduction de sa fécondité, et ce qui est fondamentalement en cause ici, c'est la conception occidentale de la famille. La réalité du milieu rural sénégalais, c'est que les enfants ne sont pas seulement ceux de la femme ni du couple, mais ceux du lignage. Cela, les anthropologues le savent bien, mais les démographes semblent l'ignorer.

Deux implications méthodologiques se dégagent de cet exemple. D'une part, la fécondité ne peut se comprendre qu'en relation avec la mortalité des enfants et la nuptialité ; d'autre part, le concept de demande potentielle de contraception apparaît fortement marqué par son origine occidentale et n'est pas pertinent. La démographie est pourtant irremplaçable au chapitre de l'étude des structures familiales et de la fécondité, en ce qu'elle apporte, par comparaison avec les autres sciences sociales, une quantification des évolutions grâce à des outils originaux (les méthodes longitudinales en particulier). Qui d'autre que le démographe pourrait reconstruire les formes de famille, établir un lien avec la nuptialité, la mortalité et les mouvements migratoires, reconstituer et analyser avec précision la fécondité, la nuptialité, la mortalité, et les déterminants et enfin tenter d'en prévoir les évolutions ? En sens inverse, les apports des autres disciplines à la démographie sont de divers ordres, que nous évoquerons brièvement ici. Il y aura interdisciplinarité si leurs problématiques nourrissent la conception même de l'enquête démographique, si les données quantitatives sont recueillies en fonction d'hypothèses anthropologiques, sociologiques ou encore économiques, si enfin le développement d'une démonstration est mené, non pas d'une manière interne à la démographie, mais en y associant les argumentaires des différentes disciplines. Une étude portant sur les Dogon du Mali réalisée entre 1991 et 1994 illustre cette démarche².

FAMILLE ET POUVOIR CHEZ LES DOGON

Démographie et anthropologie des Dogon

Les Dogon représentent un peu moins de 5 % de la population du Mali. Le sous-groupe sur lequel portent les données présentées ici habite le nord-est de Bamako (arrondissement de Sangha), dans un site connu sous le nom de falaise de Bandiagara. Il se répartit dans une vingtaine de villages, les uns accrochés aux éboulis de la falaise, les autres situés sur le plateau. Les Dogon dits de Sangha ont été beaucoup étudiés d'un point de vue ethnologique et sociologique, par Paulme (1940), Dieterlen (1941, 1956), Griaule (1948), Calame-Griaule (1965), pour ne citer qu'eux, mais on ignorait tout de leur démographie jusqu'aux travaux de Petit (1998), à qui nous empruntons l'essentiel des informations suivantes.

Que nous apprend le recensement démographique, qui a dénombré 21 150 personnes, sur les structures familiales ? Sur 1314 chefs de famille, on ne compte que 14 femmes, et lorsqu'une femme

2. Il s'agit d'un projet de recherche du CERPAA, réalisé en collaboration avec l'Institut national d'études démographiques. Une enquête de génétique de population (mesure de la fréquence de la drépanocytose) était couplée à une enquête démographique, centrée sur la nuptialité et les migrations des Dogon. Celle-ci a été réalisée sous la responsabilité de Véronique Petit et d'Hélène Vandewalle. Les lignes qui suivent doivent beaucoup à la remarquable synthèse interdisciplinaire de Véronique Petit (1998).

est chef de famille, c'est *toujours* dans un village d'éboulis. Parmi elles, presque huit sur 10 sont âgées et veuves. Les familles sont d'une taille réduite dans les éboulis, 9,3 personnes en moyenne, comparativement à 22,8 personnes sur le plateau, et elles sont surtout composées de personnes âgées et d'enfants. La famille dans les éboulis ne compte le plus souvent qu'un seul ménage et l'âge moyen de ses membres est plus élevé que sur le plateau. À l'évidence, il faut tenter de comprendre ce qu'il y a de particulier aux villages d'éboulis et qui explique cet ensemble de caractéristiques sociodémographiques. Plus précisément, pourquoi y a-t-il si peu de femmes chefs de famille et pourquoi n'en trouve-t-on que dans les villages d'éboulis ?

Rappelons brièvement les acquis de l'anthropologie. Tout d'abord, le système social traditionnel repose sur la famille, sur la reconnaissance de l'appartenance à un lignage issu d'un ancêtre commun. La *gina*, la grande famille, se décompose en plusieurs *tire-togu*, c'est-à-dire des familles patriarcales composées de plusieurs ménages (Paulme, 1940, p. 48-49). Ensuite, la division de la falaise en deux niveaux topographiques bien distincts, les éboulis et le plateau, est importante en raison de sa signification socioanthropologique. Il est indispensable de se tourner vers l'histoire des Dogon et les grands mythes fondateurs pour comprendre l'importance des éboulis. La tradition orale rapporte qu'ils auraient, au XIV^e siècle, quitté le Mandé. Au cours de leur périple, ils ont sans doute croisé différents peuples : les Tellem, les Peul, les Môsé, les Bambara et les Bozo. Les premiers contacts avec ces ethnies, qu'ils aient été pacifiques ou guerriers, ont forgé l'actuel mode de communication entre eux et les Dogon : méfiance et hostilité envers les Peul, par exemple, liens de parenté avec les Bozo. Cette première grande migration, qui est de l'ordre du mythe fondateur, est centrale dans l'identité des Dogon, car au terme de leur exode, ils se sont installés dans la falaise de Bandiagara après en avoir chassé les autochtones, les Tellem. Ils en ont fait une forteresse et un sanctuaire contre les invasions successives des Peul, des Mossi, des Toucouleur. Le lieu est devenu consubstantiel à leur identité, au point qu'ils considèrent que la «vraie» société dogon est celle de la falaise, d'où le prestige des villages d'éboulis. Enfin, deux principes structurent et fixent les règles de fonctionnement du groupe : l'obéissance des cadets aux aînés, la soumission des femmes aux hommes. Dans la société dogon, l'homme est toujours l'aîné de la femme et ce sont les aînés qui détiennent le pouvoir de décision. Être femme, c'est donc être considérée comme appartenant à la catégorie des cadets, en dehors de toute considération d'âge.

Des femmes sous contrôle

Pour rendre compte des caractéristiques démographiques des Dogon, il faut faire appel à plusieurs problématiques et les combiner au sein d'une *démographie compréhensive*. Nous privilégierons ici trois variables : le statut de la femme, les stratégies de survie liées aux contraintes écologiques et l'identité collective des Dogon.

Nous l'avons noté, pourquoi les femmes sont-elles si peu nombreuses à être chefs de famille (14 sur 1314) et pourquoi ne les trouve-t-on que dans les villages d'éboulis ? Levons d'emblée une objection méthodologique : ce faible nombre n'est pas attribuable à une erreur de sondage, puisque nous avons réalisé un recensement exhaustif. Il est au contraire parfaitement cohérent avec les fondements socioculturels de la société dogon ; il est en quelque sorte significatif sur le plan socioanthropologique. En fait, deux logiques apparemment contradictoires sont à l'œuvre. Le statut de la femme explique qu'elles soient peu nombreuses à être chefs de famille. Les contraintes topographiques rendent inévitable qu'on en dénombre quelques-unes. Mais cette contradiction n'est qu'apparente. En raison même de la hiérarchie sexuelle qui caractérise les Dogon, une femme ne peut être chef de famille que dans des circonstances exceptionnelles (le décès ou l'émigration du mari le plus souvent), qui obligent le groupe à aller contre un des principes structurants de sa culture. Les femmes chefs de famille n'exercent d'ailleurs pas cette fonction avec toutes les prérogatives qui y sont attachées, en particulier le pouvoir économique et politique. Elles restent sous le contrôle des autres hommes de la famille, sous le regard des anciens du village, et elles ne décident que par procuration. Par exemple, les grains qui nourrissent la famille quotidiennement sont entreposés dans un «grenier mâle», traditionnellement celui

du chef de famille, la femme recourant à ses propres réserves pour compléter l'alimentation qu'en cas de nécessité. Le «grenier mâle» (*gê ana*) est le plus grand de tous les greniers: il peut contenir de 80 à 120 paniers d'épis, c'est-à-dire de 1600 à 2400 kilos de grains (Bouju, 1984, p. 133-134). En disposer, c'est affirmer son pouvoir, nourrir des individus, c'est en faire ses dépendants, c'est maîtriser leurs destinées. La femme ne dispose pas de ces réserves et, en l'absence du mari, c'est en général le frère du conjoint de la femme qui en est maître.

Pour comprendre les autres données démographiques relatives à la structure des familles, il faut aussi prendre en compte les facteurs économiques et, plus précisément, dans ce milieu très dur, les conditions de survie, mais aussi la dimension anthropologique, en l'occurrence la signification symbolique de la falaise. Il faut enfin déterminer leur articulation avec le statut de la femme. Les femmes deviennent chefs de famille uniquement là où les structures familiales sont les plus affaiblies et où la situation économique est la plus dégradée. C'est précisément le cas des villages d'éboulis. Parce que ces villages étaient surpeuplés, les Dogon ont dû coloniser la plaine qui s'étend au pied de la falaise. Aujourd'hui, ceux qui y sont installés, en général des hommes en âge de travailler, procurent aux familles restées au village d'origine les sacs de mil, ce qui leur permet d'assurer la «soudure» entre deux récoltes successives. Par conséquent, le pouvoir économique s'est déplacé dans les villages de la plaine, où la production de mil est plus importante, et le fait que des femmes soient chefs de famille dans les villages d'éboulis est bien l'indice d'un déplacement du pouvoir : dans les éboulis, une femme peut plus «aisément» se retrouver à la tête d'une cellule familiale réduite faute d'hommes. Le constat démographique et la lecture anthropologique se rejoignent : en raison du départ des hommes, ces femmes, veuves et âgées le plus souvent, se retrouvent à la tête de quelques personnes ayant un statut de «mineur», les enfants et autres vieilles personnes. Une telle situation est socialement tolérable, car le fonctionnement de cette société qui repose sur la double hiérarchie fondée sur l'âge et le sexe n'est pas remis en cause.

Il nous reste à intégrer à l'analyse la variable identitaire. En dépit de ce mouvement de colonisation de la plaine, le siège de la grande famille, la *gina*, est cependant resté dans le village d'origine, dans les éboulis : c'est là que sont les fétiches des familles. Celles qui, faute de ressources suffisantes, ont quitté les éboulis pour s'installer dans les villages de la plaine, y reviennent pour toutes les grandes fêtes dogon, comme le *boulo* (fête des nouvelles semailles) ou le *dama* (cérémonie de relevé de deuil). Il est clair que si cette dimension identitaire n'existait pas, il n'y aurait aucune raison pour que la famille continue à s'accrocher aux éboulis et on observerait l'abandon définitif de ce milieu hostile. Mais l'identité dogon est menacée à plus ou moins long terme : avec l'islamisation et le recul de l'animisme, ces fêtes perdent de leur importance et, du coup, les retours risquent de s'espacer. Nous avons donc peut-être observé une situation de transition, les migrations et les changements sociaux et religieux jouant comme des facteurs de changement extérieurs à l'économie et à la culture dogon.

On le voit, c'est cet ensemble de facteurs d'ordre anthropologique, économique, socioculturel, écologique, dans lequel le constat démographique s'inscrit, qui explique que les femmes ont peu de chances de devenir chefs de famille et que seules celles qui habitent les éboulis peuvent le devenir. Et à travers ces facteurs, il a été fait appel à des problématiques différentes, mais convergentes : le sexe, l'identité, les stratégies de survie.

INTERDISCIPLINARITÉ ET PROBLÈMES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Nous nous sommes attaché jusqu'ici à deux variables démographiques bien précises, la structure familiale et la fécondité. Il convient maintenant de généraliser notre propos en nous interrogeant sur la démographie en tant que discipline scientifique. Une question fort simple ne peut être éludée : celle-ci a-t-elle un pouvoir explicatif ^{3?}

3. On le voit bien dans le cas de l'argument dit du «rapport de masculinité». Les proportions élevées de femmes chefs de ménage observées par exemple dans la Caraïbe s'expliqueraient par le manque d'hommes dans la société, dû en général aux émigrations de travail, les femmes devenant chefs de ménage de manière en quelque sorte mécanique. Pour une critique empirique et théorique de cet argument, voir Charbit (1987) et Charbit et Petit (1996).

IDENTITÉ DISCIPLINAIRE ET BIAIS IDÉOLOGIQUE

On l'a dit, la contribution de la démographie à l'étude des structures familiales et de la fécondité est incontestable, en ce qu'elle apporte, par rapport aux autres sciences sociales, une quantification des évolutions grâce à des outils originaux (les méthodes longitudinales en particulier). Mais passer du constat quantitatif à la compréhension des comportements est une autre affaire. En fait, un problème d'identité disciplinaire se pose : comment le démographe peut-il *expliquer* les comportements en matière de fécondité sans renoncer à sa spécificité ? Comme le note l'anthropologue Susan Greenhalgh dans le chapitre introductif de *Situating Fertility*, depuis le début des années 1980, la démographie s'interroge sur elle-même et des chercheurs aussi prestigieux que Nathan Keyfitz et Samuel Preston constatent tour à tour, à propos de la théorisation de la fécondité, que «loin d'être impérialiste, la démographie s'est retirée à l'intérieur de ses frontières et a laissé un *no man's land* dans lequel se sont infiltrées les autres disciplines» et que la démographie «manque d'idées» (Greenhalgh, 1995, p. 11; traduction libre).

Or ce problème d'identité disciplinaire se complique du fait que les références théoriques du démographe sont suspectes de biais idéologique (Szreter, 1993). La théorie de la transition, et plus particulièrement son avatar, la théorie de la modernisation, souffre en effet d'un biais eurocentriste : à terme, les normes de la culture occidentale en matière d'attitudes, d'opinions et de comportements sont supposées s'imposer aux populations des pays en développement. Les démographes ont en effet mis en lumière la plupart des changements socioéconomiques qui accompagnent la baisse de la fécondité : élévation du niveau général d'instruction, moindre rôle joué par la famille dans la production, déclin de la famille élargie, émancipation des femmes liée au fait que de plus en plus, elles occupent des emplois rémunérés et s'adonnent à diverses activités autres que ménagères ou familiales. Ces évolutions finissent par alourdir les frais à engager pour élever les enfants, alors que ceux-ci contribuent de moins en moins au revenu familial et, plus tard, à l'entretien de leurs parents devenus âgés. Le nombre d'enfants que les couples estiment avoir les moyens d'élever tendrait également à diminuer au fur et à mesure que s'accroissent les exigences quant au niveau de vie de la famille et au niveau de l'instruction que les enfants doivent atteindre. Ainsi, l'évolution des techniques et de l'organisation de la production, qui va de pair avec la croissance économique, inciterait les couples à avoir moins d'enfants, dans la mesure où elle exige une main-d'œuvre possédant un niveau d'instruction plus élevé. Ces analyses, qui sont regroupées sous le vocable de «théorie de la modernisation socioculturelle», se sont largement répandues dans la littérature démographique depuis leur première formulation par Frank Notestein au début des années cinquante (Notestein, 1953). La faiblesse de la récente théorie socioculturelle, dite diffusionniste, est d'ailleurs d'ignorer les réalités sociales et culturelles des sociétés en développement (Cleland et Wilson, 1987; voir aussi le bilan critique effectué par Kirk, 1996).

Et pourtant, il y a un quart de siècle que des anthropologues tels que David Mandelbaum ont attiré l'attention, à propos de l'Inde, sur les réalités socioculturelles des pays du tiers-monde qui n'entrent nullement dans ce schéma évolutionniste (Mandelbaum, 1974). Plus généralement, ils ont critiqué le caractère réducteur de la démographie. Mais il est clair qu'en faisant appel à l'anthropologie ou à la sociologie pour expliquer l'évolution de la fécondité le démographe sort en réalité du cadre de sa discipline, entendue au sens strict de la démométrie. Alors que faire ? Pour le démographe qui s'efforce à faire évoluer sa discipline vers l'interdisciplinarité, deux stratégies sont possibles. Il peut simplement juxtaposer, en une série de chapitres monodisciplinaires, les éclairages apportés par la démographie et les disciplines connexes. Mais ce faisant, il laisse le plus souvent le lecteur face à un éventail d'informations hétérogènes, que rien ne vient articuler. Il peut, au contraire, tenter de mettre en œuvre une véritable démarche interdisciplinaire, ce qui peut aller jusqu'à la remise en question de ses propres paradigmes. La pertinence de la théorie de la modernisation doit en effet être réévaluée dans la mesure où certaines logiques d'ordre économique, social ou culturel n'entrent pas dans ses schémas d'analyse, comme nous l'avons vu dans le cas du milieu rural sénégalais. À propos de la structure familiale chez les Dogon, il est apparu nécessaire de sortir totalement de ce paradigme socioculturel. Pourquoi, en effet, les Dogon resteraient-ils dans les villages d'ébouli si leur identité n'y était enracinée ? Économie et anthropologie ont donc un pouvoir explicatif bien plus fort que la sociodémographie de la modernisation.

CONTINUITÉ ET RUPTURE ÉPISTÉMOLOGIQUE : L'EXEMPLE DE LA CONTRACEPTION

Mais surgissent alors des problèmes de nature épistémologique qui peuvent être particulièrement aigus lorsqu'on étudie la fécondité ou la famille. Prenons un des principaux déterminants de la fécondité, la contraception, et attachons-nous ici au rapport entre le chercheur et son objet. On s'accorde pour considérer la fécondité comme une valeur centrale en Afrique et on en déduit que les femmes sont fortement incitées à avoir une descendance nombreuse (six à huit enfants). Il y a cohérence logique et continuité de l'anthropologie à la sociologie et à la démographie. Mais alors, comment expliquer que de plus en plus de femmes africaines utilisent la contraception, y compris la stérilisation, et que certaines déclarent «ne plus vouloir d'enfants» ? Ce comportement, qui marque de toute évidence une rupture par rapport à la valeur centrale que constitue la fécondité, s'explique d'un point de vue sociologique, par la pauvreté ou la santé de la mère, facteurs qui sont à la limite indépendants de la lecture anthropologique. L'on retrouve ici la contribution théorique récente sur les «transitions de pauvreté» en Amérique latine (Cosio, 1994). Sur le plan méthodologique, le chercheur a alors deux possibilités. Il peut faire totalement abstraction de la dimension socioculturelle et se contenter d'une mesure purement quantitative, mais alors il renonce en réalité à résoudre la contradiction entre les comportements et les valeurs. Il peut au contraire partir de l'idée banale, mais frappée au coin du bon sens, que les femmes qui ont choisi de recourir à une méthode contraceptive n'en restent pas moins des femmes kikuyu, wolof ou bamiléké. Elles doivent donc gérer ce dilemme, tandis qu'il revient au chercheur de proposer une interprétation qui s'appuie sur les acquis de l'anthropologie et de la sociologie.

Dans le cas de la Martinique, nous avons pu montrer que la libéralisation de la contraception moderne par la loi de 1967 a créé, tout au long des années soixante-dix, des tensions entre les femmes et la société : dans ce milieu traditionnellement orienté vers une fécondité élevée, la contradiction avec le souhait des femmes d'être maîtresses de leur fonction procréatrice est patente. Or comme le montrent deux enquêtes réalisées en 1968 et 1976 (voir le tableau 1), certains indicateurs attitudinaux n'ont guère bougé. D'autres, en revanche, ont sensiblement évolué en huit années à

TABLEAU 1
Martinique, 1968 et 1976

Indicateurs des attitudes et des opinions	1968	1976
Nombre idéal d'enfants en général	4,2	4,0
Nombre d'enfants souhaité dans le passé	3,1	2,9
Représentation de la famille restreinte*	2,4	2,4
% de femmes n'ayant jamais pensé à la taille de leur famille	30,1	24,1
% de femmes de plus de 45 ans qui auraient voulu moins d'enfants	27,0	38,2
% de femmes de moins de 45 ans qui ne veulent plus d'enfants	67,0	74,9
- dont : ont le nombre qu'elles voulaient	31,0	38,6
- dont : auraient voulu moins d'enfants	27,0	30,2
Âge jugé souhaitable :		
- à la première maternité	22,6	22,0
- à la dernière maternité	36,9	33,5
- au mariage	22,2	22,1
Espacement de la première naissance :		
- dans le cas d'une union libre **	72,5	82,4
- dans le cas de mariage **	63,5	70,2

* Question : Quand vous dites qu'une femme a peu d'enfants, combien en a-t-elle ?

**Proportion de femmes ayant répondu «oui un peu plus tard» aux questions suivantes : 1. Quand une femme se met en ménage, il vaut mieux avoir un enfant tout de suite ou un peu plus tard ? et 2. Et quand elle se marie ?

Source : D'après Charbit et Leridon, 1980.

peine. Ainsi, en 1976, les âges qu'on juge souhaitables pour le mariage et pour une première maternité sont presque identiques aux âges donnés en 1968 (environ 22 ans). Par contre, les indicateurs qui reflètent directement la volonté d'avoir moins d'enfants (nombre idéal d'enfants, âge à la dernière maternité) ont beaucoup baissé, tandis que, fort logiquement, le désir d'adopter une contraception d'arrêt en fin de vie féconde a augmenté (Charbit et Leridon, 1980).

Nos données empiriques peuvent être interprétées à la lumière du conflit entre le machisme et le désir des femmes de maîtriser leur fécondité en utilisant la contraception. La contradiction a été résolue de manière *séquentielle* : tout se passe comme si les femmes commençaient par se conformer aux attentes traditionnelles. D'où une entrée en union et une fécondité précoces, car la société attend d'elles «qu'elles fassent *d'abord* leurs enfants», selon l'expression que nous avons relevée sur le terrain. Mais après les premières naissances, les femmes qui cherchent à réduire la taille de leur famille peuvent assez facilement utiliser une contraception d'arrêt, sans susciter de réelle hostilité chez leur partenaire. Dans cette perspective, on comprend mieux le succès, à Porto Rico, de la stérilisation féminine, *la operación*, dont témoignaient dans les années soixante les femmes interrogées par Oscar Lewis (1969).

Il est classique de considérer que, si l'usage de moyens contraceptifs rencontre autant de résistances, c'est parce qu'il permet aux femmes d'échapper à leur fonction séculaire de procréatrices, dans des sociétés qui prescrivent des rôles économiques, sociaux, sexuels et politiques, légitimés par une histoire, une culture et un mode d'organisation qui en sont l'essence même. Mais on ne sait pas toujours *comment* se gère ce conflit. Ce qu'une démarche interdisciplinaire permet, c'est précisément de mettre en évidence la dynamique même de la gestion de cette contradiction, grâce à la convergence d'une quantification précise des attitudes et des comportements — et c'est par excellence le rôle de la démographie — et d'une interprétation de ces données quantitatives fondée sociologiquement. En Martinique, et plus généralement dans l'ensemble de la Caraïbe, dérouler l'écheveau des causalités mène ainsi à invoquer l'esclavage et les mouvements migratoires internationaux post-esclavagistes (Charbit, 1987). Ces deux grands faits socioéconomiques ont induit une nuptialité instable, qui elle-même a fondé ou au moins renforcé un machisme socioculturel, lequel conduit les femmes, par peur de perdre leur conjoint, à lui donner un enfant (Henriques, 1953; Stycos, 1955; Blake, 1961; Clarke, 1966; Patterson, 1967). C'est dire que l'histoire des mentalités doit aussi être mise à contribution si l'on veut comprendre les formes familiales d'aujourd'hui.

PROPOSITIONS MÉTHODOLOGIQUES POUR L'ÉTUDE DE LA FAMILLE ET DE LA FÉCONDITÉ

Nous n'avons pas prétendu, dans les pages précédentes, apporter une réponse au double problème des frontières disciplinaires et de l'identité de la démographie. Nous avons simplement montré que le caractère eurocentriste du principal paradigme des démographes, la théorie de la transition et son avatar, la théorie de la modernisation socioculturelle, conduit à des interprétations erronées parce que certains de ses concepts centraux sont inadaptés à la compréhension de la réalité. Lorsqu'on étudie les structures familiales, il est parfois nécessaire de sortir totalement du paradigme de la transition et des interprétations en termes de modernisation *culturelle*. Nous l'avons montré dans le cas des Dogon, mais c'est vrai aussi des situations de matrifocalité ou de pluripaternité observées dans la Caraïbe, les facteurs économiques ont un poids considérable : si des femmes sont chefs de famille, c'est sous l'effet de contraintes qui relèvent de logiques de survie. Pour la nuptialité, la contraception et la fécondité elle-même, il faut adopter une position plus nuancée. L'hypothèse d'un processus de modernisation socioculturelle ne peut en effet être rejetée : les évolutions macroéconomiques, telle la départementalisation en Martinique, sont là pour le rappeler. De ce point de vue, on peut considérer la colonisation comme un puissant facteur de «modernisation», en ce sens qu'elle a imposé les normes socioculturelles de la puissance coloniale aux dépens des systèmes de valeurs traditionnels. Les spécialistes d'anthropologie culturelle l'ont d'ailleurs souligné (voir sur ce point Benoist, 1972, p. 48-51). Mais même si l'on adopte le paradigme de la transition, il faut

au minimum renoncer à la vision quasi évolutionniste du développement qui en découle et privilégier au contraire l'idée que les changements donnent lieu à des conflits et à des tensions. Et de nouveau, pour analyser les comportements démographiques individuels, le chercheur doit à *la fois* les replacer dans leur contexte, au sens macrosociologique du terme, et les envisager sous l'angle des acteurs, en tentant de comprendre précisément comment ces tensions déterminent leurs comportements et comment ils y réagissent. L'histoire, l'économie et la sociologie dénouent les contradictions d'ordre psychosociologique qui peuvent surgir (par exemple, en Martinique, à propos de projets en matière de fécondité et de famille). L'interdisciplinarité peut mener à une compréhension plus profonde des structures familiales et de la fécondité, avant tout parce qu'elle permet d'intégrer des données et de s'appuyer sur des concepts que le démographe ne prend généralement pas en considération, alors qu'ils paraissent essentiels à un sociologue ou à un anthropologue.

Comment le démographe peut-il alors orienter sa propre méthodologie vers l'interdisciplinarité ? Notons-le d'emblée, les difficultés auxquelles il se heurte quand il travaille sur la fécondité et la famille touchent à des enjeux épistémologiques classiques, dont les conséquences méthodologiques sont loin d'être négligeables : les individus sont-ils des acteurs doués d'autonomie, ayant des stratégies, au sens de l'individualisme méthodologique, ou au contraire leurs comportements sont-ils largement déterminés par les structures sociales ? On peut, en effet, considérer que le démographe tient le déterminisme social pour acquis, quand il agrège ses données et étudie l'incidence de l'instruction, de la profession ou de la religion sur la fécondité, par exemple. Pour échapper à ce dilemme, une voie possible est donc bien la construction d'une démographie compréhensive. Comment la réaliser ?

D'abord, la diversification des méthodes de collecte des données s'impose : l'enquête démographique quantitative classique doit être complétée par des entretiens qualitatifs. Il est en effet illusoire d'espérer mesurer des attitudes ou encore évaluer les rapports de pouvoir, les statuts et les rôles au moyen d'une méthodologie quantitative. Par ailleurs, une collecte de données minimale, n'a de sens qu'inscrite dans une problématique. Ici encore, l'interdisciplinarité présuppose que les problématiques des autres disciplines éclairent la conception même de l'enquête démographique. C'est ce qui s'est produit dans les années quarante, quand le constat par les sociologues de l'instabilité de la nuptialité avait conduit les statisticiens responsables des recensements dits «de la Caraïbe du Commonwealth» à modifier progressivement les questions sur l'état matrimonial des femmes. Mais il a fallu attendre les années soixante-dix pour que les potentialités d'analyse démographique de la nuptialité et de la famille ouvertes par ces précurseurs soient pleinement exploitées. Par exemple, dans le vaste programme international des années soixante-dix, dit «Enquête mondiale sur la fécondité», le simple fait de poser des questions sur l'ensemble des unions des femmes, qu'elles soient légitimes ou consensuelles, a permis la reconstitution complète de leur histoire nuptiale. Il en est résulté une mesure précise de l'instabilité de leur nuptialité et, par ricochet, de l'instabilité des structures familiales. Nous avons pu ainsi quantifier la fréquence des ménages matrifocaux et des situations de pluripaternité, qui correspondent aux cas où les femmes se retrouvent avec des enfants de pères différents (Charbit, 1987).

La recherche démographique sur les pays en développement doit aussi incorporer différentes perspectives d'analyse. Jusqu'à une période récente, l'individu a été, pour les démographes, l'unité d'observation essentielle. L'analyse microsociologique commence à s'enrichir de la prise en compte des structures intermédiaires au niveau mésosociologique (famille, réseau de parenté ou de connaissances, communauté d'appartenance, telle que le village ou le quartier de résidence). L'observation macrosociologique, dite contextuelle, est, à son tour, intégrée par les démographes, mais de manière strictement quantitative, à partir des agrégats (chômage par exemple). Attardons-nous un instant sur ce point crucial que constitue la diversification des niveaux d'analyse. Pour la réaliser, nous avons élaboré une méthode interdisciplinaire, centrée sur des monographies de village, mais qui intègre des données régionales et nationales, qui peuvent être qualitatives ou quantitatives. Elle a été employée au Cameroun, au Burundi, au Mali, à Maurice, au Sénégal, au Vietnam et en Europe au Portugal concernant des objets aussi variés que la fécondité, le sida, la contraception, les migrations, voire la politique en matière de population⁴.

Une des limites de la méthodologie du démographe tient en effet à ce qu'il est le plus souvent enfermé dans des enquêtes reposant sur des échantillons d'individus, alors que, précisément, les comportements en matière de fécondité et de régulation des naissances ne sont pas uniquement individuels. Ils doivent être observés et interprétés selon plusieurs perspectives sociologiques, car c'est l'interaction de différents niveaux qui détermine la plus grande partie des comportements observés, même si certains acteurs échappent à ce déterminisme. Ainsi, les comportements des individus sont en partie influencés par ceux de leur groupe de référence : en particulier, les classes d'âge sont fondamentales en Afrique, d'où, par exemple, la nécessité, sur le terrain, de constituer des groupes d'entretien rassemblant des personnes d'âges comparables. Ou encore, les comportements en matière de reproduction sont liés aux relations entre les sexes, comme la question du machisme le montre bien pour la Caraïbe. Il faut alors étudier les statuts et les rôles des femmes, la division sexuelle du travail, le pouvoir économique respectif des hommes et des femmes. Au chapitre de la nuptialité, par exemple, le pouvoir de négociation des femmes diffère-t-il selon que le mariage est polygamique ou monogamique (Afrique de l'Ouest) ou selon qu'il s'agit d'une union consensuelle ou d'un mariage (Caraïbe) ? Enfin, les comportements des individus eux-mêmes doivent être pris en considération, et nous retrouvons la démarche classique des enquêtes démographiques. Mais ici encore, notre méthode se démarque de ces dernières : on ne peut pas, sociologiquement parlant, tenir pour acquis que tous les individus sont équivalents, notamment parce que la structure sociale est caractérisée par la présence d'élites, tant modernes que traditionnelles. Il en résulte que le démographe doit s'efforcer d'étudier les phénomènes de leadership.

La prise en compte de la dimension interindividuelle des attitudes et des comportements ne suffit pas, et un deuxième axe méthodologique, évidemment complémentaire du premier, doit être exploré. Les individus appartiennent en effet à des communautés bien réelles, caractérisées par une histoire, une organisation économique, des systèmes de valeurs et des normes collectives, qui transcendent les attitudes et les comportements individuels. Or le plus souvent, le démographe envisage l'appartenance ethnique et la religion en tant que caractéristiques individuelles, au lieu de les analyser dans une perspective macrosociologique, en tant que facteurs contextuels. Nous avons au contraire ici, à propos des Dogon et de la Caraïbe, délibérément adopté une vision socioanthropologique, en nous intéressant aux questions d'identité collective et d'appartenance communautaire. Les communautés, au sens, cette fois, du village ou du quartier de résidence, constituent en effet des entités économiques, sociales et culturelles, dans lesquelles se jouent, pour l'essentiel, les interactions entre les individus. Une étude approfondie de leurs dynamiques (modalités de l'habitat, organisation économique, effets des crises, etc...) doit éviter l'erreur de considérer que le monde rural est figé dans la «tradition» et qu'il s'oppose point par point au «modernisme». Car cette vision simpliste néglige les interactions entre la communauté et le monde extérieur. Par exemple, les migrations influenceront sur l'économie et les valeurs culturelles de la communauté étudiée : en Afrique, les migrants saisonniers, qui envoient de l'argent, ont, lorsqu'ils reviennent, des comportements différents (mères célibataires, pratique de la contraception moderne) et peut-être même des valeurs différentes, ayant subi l'influence de la ville. D'autre part, les projets de développement peuvent transformer en profondeur les communautés rurales (à condition que leur efficacité soit réelle), par exemple en introduisant le système monétaire dans l'économie ou en apportant des valeurs différentes. Ils vont, de fait, saper les pouvoirs traditionnels au profit des nouvelles compétences technologiques. Il est toutefois probable que la remise en question des pouvoirs traditionnels ne se fera pas sans quelques heurts, nous sommes ainsi ramenés à notre problématique initiale du conflit.

4. La méthode a été présentée dans Charbit, Mané et Ndiaye (1994, p 271-280). Elle a été appliquée au Sénégal pour étudier les attitudes et les comportements en matière de famille, de fécondité et de planification familiale (on consultera en particulier les études de cas dont rendent compte Ba [1994], Petit [1994] et Vandewalle [1994]; les connaissances, les attitudes et les représentations en matière de sida en milieu rural au Cameroun, au Burundi et au Sénégal (Loenzien *et al.*, 1994; Loenzien et Parizot, 1995) ; les migrations au Mali (Petit, 1998) ; les échecs de la planification familiale en milieu socioculturel défavorisé à Maurice (Hillocoat-Nalletamby et Charbit, 1992) ; la mise en œuvre à l'échelle locale de la politique de population vietnamienne (Scornet, 1998) ; les migrations de retour au Portugal (Charbit, Hily et Poinard, 1997).

Étudier des sociétés en voie de modernisation implique donc de les considérer comme des ensembles ouverts à des influences extérieures susceptibles d'entrer en conflit avec les modèles culturels autochtones. C'est pourquoi l'analyse multi-niveaux : les monographies de village prennent tout leur sens lorsqu'elles sont resituées dans un contexte plus large. Enfin, que l'on adopte le modèle monographique ou non, la démonstration doit être développée non pas d'une manière propre à la démographie, mais elle doit associer les argumentaires des autres disciplines. Par exemple, pour les variables contextuelles, on peut s'appuyer sur les acquis des autres disciplines. Ainsi, chez les Dogon, il n'a pas été nécessaire de vérifier, sur le plan démographique, si ce sont bien les cadets qui émigrent dans la plaine, en demandant aux hommes leur rang dans la fratrie : il est anthropologiquement exclu que ce soit un aîné qui quitte le village d'origine. Une comparaison peut éclairer notre propos. Si les historiens parlent des «Cadets» qui ont quitté le sud-ouest de la France pour s'expatrier en Amérique latine, il est vraisemblablement peu utile de le prouver démographiquement. D'un autre point de vue, les démographes ont cherché à donner un caractère sociologique à leur discours en construisant le statut de la femme à partir d'une combinaison de variables démographiques classiques : instruction, résidence, religion, profession. Mais le résultat est faible. Il semble préférable de partir directement des acquis des autres disciplines : la sociologie et l'anthropologie fournissent une vision bien plus profonde et pertinente du statut de la femme, en partant des relations de pouvoir. Dans des sociétés où existe une forte inégalité entre les sexes, le sociologue analyse le statut de la femme de manière dynamique puisqu'il s'intéresse d'emblée à l'interaction entre hommes et femmes. Plus généralement, les systèmes de valeurs collectifs, tels qu'ils sont reconstruits par les anthropologues, ont une valeur heuristique bien supérieure à ce que les démographes peuvent espérer comprendre quand ils analysent, par exemple, les comportements en matière de fécondité selon la religion de la personne interrogée. Nous l'avons vu à propos de l'identité des Dogon, la symbolique de la falaise qui intègre les enseignements de l'histoire orale, de l'archéologie et de l'anthropologie explique de manière parfaitement satisfaisante la dynamique migratoire actuelle.

Pour revenir sur la remarque faite par Nathan Keyfitz, si la démographie veut vraiment reconquérir son territoire, il lui faudra nécessairement jouer à fond le jeu de l'interdisciplinarité. Faute de quoi deux jugements subtilement complémentaires continueront à être exprimés : en substance la démographie souffre de myopie réductrice, fort heureusement elle fournit une indispensable quantification. Tout bien considéré, ni l'un ni l'autre ne sont vraiment flatteurs.

Yves CHARBIT

Centre d'études et de recherches sur les populations africaines et asiatiques
 Université René Descartes-Paris V
 45, rue des Saints Pères
 75006 Paris
 France

RÉSUMÉ

En raison de son caractère eurocentriste, le principal paradigme des démographes, la théorie de la transition et son avatar, la modernisation socioculturelle, conduit à des interprétations erronées des comportements en matière de fécondité et de famille. Mais même si l'on se situe dans ce paradigme, il faut abandonner la vision quasi évolutionniste du développement qui en découle au profit de l'analyse des conflits et des tensions. Visant une compréhension plus profonde de la démographie des pays en développement, l'auteur propose de construire une «démographie compréhensive», de nature interdisciplinaire, caractérisée par la diversification des outils de collecte des données et des niveaux d'analyse.

SUMMARY

Because of its exclusive European focus, the principal paradigm of demographers, the theory of transition and its avatar, sociocultural modernization, result in incorrect interpretations of behavior relating to fertility and the family. Even for those situated within this paradigm, the almost evolutionistic vision of development inherent in it must be abandoned in favor of the analysis of conflicts and tensions. To better understand the demography of developing countries, this paper proposes the construction of a "comprehensive demography", oriented toward interdisciplinarity and characterized by diversification in survey instruments and levels of analysis.

RESUMEN

Debido a su carácter eurocentrista, el principal paradigma de los demógrafos, la teoría de la transición y su avatar, la modernización sociocultural, conducen a interpretaciones erróneas de los comportamientos en materia de fecundidad y familia. Sin embargo, si nos situamos en el seno de este paradigma, la visión casi evolucionista del desarrollo que se desprende debe ser abandonada en provecho del análisis de los conflictos y de las tensiones. Afin de acceder a una comprensión más profunda de la demografía de los países en desarrollo, este artículo propone construir una «demografía comprensiva», de orientación interdisciplinaria, caracterizada por la diversificación de las herramientas de colecta y de los niveles de análisis.

BIBLIOGRAPHIE

- BA, Mamadou (1994), «Un village à part : Touba-toul» dans Yves Charbit et Salif Ndiaye (dir.), *La population du Sénégal*, Paris, DPS-CERPAA, p. 363-383.
- BENOIST, Jean (1972), «L'étude anthropologique des Antilles» dans *L'archipel inachevé. Culture et société aux antilles françaises*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 17-55.
- BLAKE, Judith (1961), *Family Structure in Jamaica. The Social Context of Reproduction*, Glencoe, Free Press.
- BOUJU, Jacky (1984), *Graine de l'homme, enfant du mil*, Paris, Société d'Ethnographie.
- CALAME-GRIAULE, Geneviève (1965), *Ethnologie et langage, la parole chez les Dogon*, Paris, Gallimard.
- CHARBIT, Yves (1987), *Famille et nuptialité dans la Caraïbe*, Paris, INED-PUF, Cahier n° 114.
- CHARBIT, Yves, Marie-Antoinette HILY et Michel POINARD (1997), *Le va-et-vient identitaire. Migrants portugais et villages d'origine*, INED-PUF, 1997.
- CHARBIT, Yves, et Henri LERIDON (1980), *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique*, travaux et documents, Paris, INED-PUF, Cahier n° 89.
- CHARBIT, Yves, Babacar MANE et Salif NDIAYE (1994), «Fécondité et contraception en milieu rural : méthodologie d'un projet de recherche», dans Yves Charbit et Salif Ndiaye (dir.), *La population du Sénégal*, Paris, DPS-CERPAA, p. 271-280.
- CHARBIT, Yves, et Véronique PETIT (1996), «Migrations et rôles familiaux : mesure démographique et contextes culturels», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n° 2, p. 25-43.
- CLARKE, Edith (1966), *My Mother Who Fathered Me. A Study of the Family in Three Selected Communities in Jamaica*, Londres, Allen and Unwin.
- CLELAND, John, et Christopher WILSON (1987), «Demand theories of the fertility transition. An iconoclastic view», *Population Studies*, vol. 41, n° 1, p. 5-25.
- COSIO, Maria (1994), «Transitions démographiques et développement social dans les pays en développement», *Conférence internationale sur la population et le développement, 1994, Réunion du Groupe d'experts sur la croissance de la population et l'évolution des structures démographiques*, Paris, 16-20 novembre, SD/P/ICPD, 1994/EG. V/8.
- DIETERLEN, Germaine (1941), *Les âmes dogon*, Paris, Institut d'ethnologie.
- DIETERLEN, Germaine (1956), «Parenté et mariage chez les Dogon», *Africa*, Londres, vol. 21, n° 2.
- GREENHALGH, Susan (1995), «Anthropology theorizes reproduction : Integrating practice, political economy, and feminist perspectives», dans S. Greenhalgh (dir.), *Situating Fertility. Anthropology and Demographic enquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, p.3-28.
- GRIAULE, Marcel (1948), *Dieu d'eau, entretiens avec Ogotemmêli*, Paris, Éditions du chêne.
- HENRIQUES, Fernando (1953), *Family and Colour in Jamaica*, Londres, Eyre and Spottishwood.
- HILLCOAT-NALLETAMBY, Sarah et Yves CHARBIT (1992), «Facteurs socioculturels de la planification familiale à l'Île Maurice : le cas des Cités», dans *Actes du Colloque fécondité et insularité*, Saint-Denis de la Réunion, 11-15 mai 1992, p. 475-497.
- KIRK, Dudley (1996), «Demographic transition theory», *Population Studies*, vol. 50, p. 361-387.
- LEWIS, Oscar (1969), *La Vida. Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté : San Juan et New York*, Paris, Gallimard.
- LOENZIEN, Myriam de, et al. (1994), «Connaissances et attitudes de la population rurale sénégalaise face au sida», dans Yves Charbit et Salif Ndiaye (dir.), *La population du Sénégal*, Paris, DPS-CERPAA, p. 435-466.
- LOENZIEN, Myriam de, et Isabelle PARIZOT (1995), «Migration et connaissance du sida en milieu rural camerounais : comparaison hommes-femmes», *Recherches féministes*, vol. 8, n° 1, p. 111-132.
- MANDELBAUM, David G. (1974), *Human Fertility in India*, San Francisco, Berkeley University Press.
- NOTESTEIN, Frank (1953), «Economic problems of population change», *Proceedings of the Eight International Conference of Agricultural Economists*, Londres.
- PATTERSON, Orlando H. L. (1967), *The Sociology of Slavery. An Analysis of the Origins, Development and Structure of Negro Slave Society in Jamaica*, Londres, Maggibon and Kee.
- PAULME, Denise (1940), *L'organisation sociale des Dogon*, Paris, Domat-Montchrestien.
- PETIT, Véronique (1994), «Société villageoise et planification familiale à Téré-Wolof», dans Yves Charbit et Salif Ndiaye (dir.), *La population du Sénégal*, Paris, DPS-CERPAA, p. 319-342.
- PETIT, Véronique (1998), *Migrations et société dogon*, Paris, L'Harmattan.
- SCORNET, Catherine (1998), «Politique et démographie : la fécondité et son contrôle dans la région du bassin du Fleuve rouge (Vietnam)», dans Pierre Parlebas (dir.), *Territoires et regards croisés. Éducation, langage, sociétés*, Paris, L'Harmattan, p. 43-76.

- STYCOS, Mayone John (1955), *Family and Fertility in Puerto Rico. A Study of the Lower Income Group*, New York, Columbia University Press.
- SZRETER, Simon (1993), «The idea of demographic transition and the study of fertility. A critical intellectual history», *Population and Development Review*, vol. 19, p. 659-701.
- VANDEWALLE, Hélène (1994), «La planification familiale en milieu semi-urbain : Téré-Serer» dans Yves Charbit et Salif Ndiaye (dir.), *La population du Sénégal*, Paris, DPS-CERPAA, p. 343-362.